

Mardi 1^{er} décembre : 14.019

**Initiative populaire fédérale pour une économie durable et utilisant
des ressources avec efficacité
Intervention de Laurence Fehlmann Rielle**

Madame la Présidente,
Madame la Conseillère fédérale,
Chères et Chers collègues,

L'initiative pour une économie durable entend s'attaquer à la racine des problèmes d'environnement que nous vivons déjà depuis des décennies ; elle veut aussi instaurer un modèle économique plus résistant aux crises et surtout plus équitable.

En effet, comment accepter, sans agir, que les modes de production et de consommation en Suisse et dans d'autres pays industrialisés engendrent une surexploitation des ressources naturelles comme le sol, l'eau, les matières premières, etc.

Le Conseil fédéral, dans son message, a admis que , je cite : « ces ressources doivent être préservées et utilisées plus efficacement. Une telle démarche est également dans l'intérêt de l'économie suisse car elle lui permettra de préserver durablement sa capacité économique ».

Les déchets qui sont rejetés par notre mode de production et de consommation constituent le corollaire de cette consommation débridée et sans limite. Le volume des déchets électroniques notamment augmente sans cesse et les produits toxiques qui en découlent portent atteinte à notre santé.

Le rapport « Environnement Suisse 2013 » établit que la quantité de déchets par personne continue d'augmenter, et atteignait 700 kilos par an et par personne en 2011 déjà.

On sait que l'économie suisse est fortement intégrée au marché mondial et qu'une grande partie de ses activités porte sur les exportations et les importations. Plus de la moitié de l'impact environnemental lié à la consommation suisse est répercuté à l'étranger. Notre pays doit prendre ses responsabilités et donc faire sa part en matière de réduction des ressources utilisées.

La Suisse vit au-dessus de ses moyens : si l'ensemble de la population mondiale vivait sur le même pied que nous, il faudrait des ressources équivalentes à TROIS planètes pour subvenir à l'ensemble des besoins.

Cela est injuste sur le plan éthique et absurde sur le plan économique !

Le message que nous devons retenir est que **les modes de vie actuels dans les pays industrialisés ne sont donc pas viables à long terme, ni même à moyen terme.**

L'initiative vise à transformer le modèle économique actuel en une économie circulaire respectueuse de l'environnement, ce qui suppose de fermer les cycles de vie des matériaux : ce que nous faisons déjà avec le papier, l'aluminium et le compostage, nous devons le faire avec d'autres matériaux. Il faut donc en finir avec l'économie de gaspillage et le réflexe de tout jeter pour racheter.

Il s'agit non seulement de protéger l'environnement, mais aussi d'engager la transition de la Suisse vers une économie durable et créatrice d'emplois.

En effet, les entreprises suisses pourront se positionner sur un marché de produits liés à cette économie circulaire et contribueront à une répartition plus équitable des ressources.

Je souhaite enfin souligner que la **Constitution genevoise**, qui est entrée en vigueur le 1er juin 2013 et qui a été validée par la Confédération a introduit un article 161 intitulé "Ecologie industrielle" qui prévoit à l'alinéa 1: "L'Etat" - en l'occurrence, il s'agit du canton de Genève - "respecte les principes de l'écologie industrielle"; l'alinéa 2 prévoit: "Il met en oeuvre une politique de réduction à la source des déchets, particulièrement ceux qui sont les plus dommageables pour l'environnement."

Ces dispositions vont tout à fait dans le sens de cette initiative et elles sont contraignantes pour le canton.

Le canton de Genève a également adopté un plan sur le climat avec une double vision :

- prendre le cap d'une société post-carbone ;
- maîtriser les conséquences des changements climatiques qui sont déjà une réalité aujourd'hui.

Cette vision a pour objectif de réduire les émissions de gaz à effets de serres de 40% d'ici à 2030 par rapport à 1990.

Belle coïncidence avec le débat d'aujourd'hui : la conférence sur le climat qui s'est ouverte hier à Paris. Au-delà des spéculations sur les résultats qui pourraient en sortir, il y a nécessité et même urgence que les Etats prennent leurs responsabilités en matière de protection de notre planète. Chaque Etat doit donc agir à son niveau tout en gardant une perspective globale dans le sens de penser globalement et d'agir localement.

C'est l'occasion qui nous est donnée aujourd'hui en débattant de cette initiative « pour une économie durable et utilisant les ressources avec efficience ». Ne laissons pas passer le train et allons dans le sens de l'histoire en acceptant cette initiative ou au moins le contre-projet du Conseil fédéral.